

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

**DIRECTION DES SERVICES JUDICIAIRES**  
Sous-direction des ressources humaines  
de la magistrature  
Bureau du recrutement, de la formation  
et des affaires générales – RHM2  
Mél : [rhm2.dsj-sdrhm@justice.gouv.fr](mailto:rhm2.dsj-sdrhm@justice.gouv.fr)

Paris, le 09 juillet 2020

CIRCULAIRE  NOTE

Date d'application : immédiate

Le garde des sceaux, ministre de la justice

à

Madame la première présidente de la Cour de cassation  
Monsieur le procureur général près ladite cour

Mesdames et Messieurs les premiers présidents des cours d'appel  
Mesdames et Messieurs les procureurs généraux près lesdites cours

Monsieur le président du tribunal supérieur d'appel  
Monsieur le procureur de la République près ledit tribunal

Mesdames et Messieurs les directeurs d'administration centrale

Monsieur le directeur de l'École nationale de la magistrature  
Monsieur le directeur de l'École nationale des greffes

*POUR ATTRIBUTION*

Note N° : SJ.20-273-RM2/09.07.20  
Référence de classement :  
Mots clés : ENM – concours d'accès - examinateurs spécialisés adjoints – session 2020  
Titre détaillé : Arrêté portant nomination d'examineurs spécialisés adjoints au jury des premier, deuxième et troisième concours d'accès à l'École nationale de la magistrature (session 2020)  
Texte(s) source(s) : Décret n°72-355 du 4 mai 1972 modifié articles 19, 32, 32-6 et 37  
Texte(s) abrogé(s) :  
Publication : BO  JO   
Modalités de diffusion : INTERNET  et INTRANET  temporaire jusqu'au 31 décembre 2020

**MODALITES DE DIFFUSION**

DIFFUSION ASSUREE PAR LES CHEFS DE COURS AUX MAGISTRATS DE LEUR RESSORT

Pièce(s) jointe(s) : note proprement dite et 1 annexe



# MINISTÈRE DE LA JUSTICE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION DES SERVICES JUDICIAIRES  
LE DIRECTEUR

Paris, le

09 JUIL. 2020

Le garde des sceaux, ministre de la justice

à

Madame la première présidente de la Cour de cassation  
Monsieur le procureur général près ladite cour

Mesdames et Messieurs les premiers présidents des cours d'appel  
Mesdames et Messieurs les procureurs généraux près lesdites cours

Monsieur le président du tribunal supérieur d'appel  
Monsieur le procureur de la République près ledit tribunal

Monsieur le Directeur de l'École nationale de la magistrature  
Monsieur le directeur de l'École nationale des greffes

**Objet : Nomination d'examineurs spécialisés adjoints au jury des premier, deuxième et troisième concours d'accès à l'École nationale de la magistrature (session 2020)**

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir trouver ci-joint pour information la copie de l'arrêté portant nomination d'examineurs spécialisés adjoints au jury des premier, deuxième et troisième concours d'accès à l'École nationale de la magistrature (session 2020).

  
Peimane GHALEH-MARZBAN



# MINISTÈRE DE LA JUSTICE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION DES SERVICES JUDICIAIRES  
LE DIRECTEUR

Paris, le

09 JUL. 2021

## NOTE

à

**Monsieur le Directeur  
de l'École Nationale de la Magistrature**

**Objet : Arrêté portant nomination d'examineurs spécialisés adjoints au jury des trois concours d'accès à l'École nationale de la magistrature – session 2020**

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir trouver ci-joint pour information la copie de l'arrêté portant nomination d'examineurs spécialisés adjoints au jury des trois concours d'accès à l'École nationale de la magistrature (session 2020).

Les arrêtés relatifs à la nomination des jurys ne font plus l'objet d'une publication au *Journal Officiel* et il vous appartient de procéder à la mise en ligne du présent texte sur les sites intranet et internet de l'École nationale de la magistrature.

Ces diligences pourraient, le cas échéant, être complétées par toutes mesures de diffusion que vous estimeriez utiles.

Je vous indique également que cet arrêté sera affiché à la direction des services judiciaires et mis en ligne sur les sites intranet et internet du ministère de la justice.

  
Peimane GHALEH-MARZBAN

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la justice

## ARRÊTÉ

### **portant nomination d'examineurs spécialisés adjoints au jury des premier, deuxième et troisième concours d'accès à l'École Nationale de la Magistrature**

**Le garde des sceaux, ministre de la justice,**

- VU l'ordonnance n°58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature, et notamment son article 21-1 ;
- VU le décret n°72-355 du 4 mai 1972 modifié relatif à l'École nationale de la magistrature et notamment ses articles 19, 32, 32-6 et 37 ;
- VU l'arrêté de la garde des sceaux, ministre de la justice en date du 4 décembre 2019 portant ouverture au titre de l'année 2020 de trois concours d'accès à l'École nationale de la magistrature ;
- VU l'arrêté du 7 avril 2020 reportant les épreuves d'admissibilité des trois concours d'accès à l'École nationale de la magistrature au titre de l'année 2020 ;
- VU l'arrêté du 17 mars 2020 portant nomination des président et membres du jury des premier, deuxième et troisième concours d'accès à l'École nationale de la magistrature pour la session 2020 ;

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup>

Sont nommés en qualités d'examineurs spécialisés adjoints au jury des premier, deuxième et troisième concours d'accès à l'École nationale de la magistrature :

Mme ABIVEN Caroline, vice-présidente chargée des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Saint-Brieuc ;

M. ADALID Sébastien, professeur des universités, agrégé de droit public, à l'université Le Havre Normandie ;

M. ALLAIN Matthieu, juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Melun ;

Mme ASSAAD Caroline, juge au tribunal judiciaire d'Evreux ;

Mme AUBRY (VIGNOL) Annabelle, vice-présidente au tribunal judiciaire de Saumur ;  
M. BADENE Karim, juge d'instruction au tribunal judiciaire de Marseille ;  
Mme BAUER Sandra, rapporteure public au tribunal administratif de Strasbourg ;  
M. BAUMERT (BAUMERT-STORTZ) Sébastien, vice-président chargé des fonctions de juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire de Saverne ;  
M. BEN KEMOUN Laurent, président du tribunal judiciaire de Mamoudzou ;  
Mme BENHILAL Lémia, juge placée auprès du premier président de la cour d'appel de Rouen ;  
M. BERNARD Benoît, vice-procureur de la République près le tribunal judiciaire de Saint Pierre de la Réunion ;  
Mme BERNARD Laure, vice-présidente au tribunal judiciaire de Nanterre ;  
Mme BERNIER Julie, substitue générale près la cour d'appel d'Orléans ;  
Mme BERRIER Audrey, juge de l'application des peines au tribunal judiciaire de Brest ;  
M. BESSE Pierre, substitut placé auprès du procureur général de la cour d'appel de Douai ;  
Mme BEYSSAC Anne-Sophie, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Dijon ;  
Mme BIREAU Marion, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Fort-de-France ;  
Mme BIT Edwige, juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Bergerac ;  
M. BLACQUE-BELAIR Wladis, vice-président chargé de l'instruction au tribunal judiciaire de Rouen ;  
Mme BONNET Anouk, vice-procureure de la République près le tribunal judiciaire de Tarascon ;  
M. BORGES-PINTO Paulo, premier conseiller aux tribunaux administratifs de La Réunion et de Mayotte ;  
M. BOURCY Jean-Marc, vice-président chargé des fonctions de juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Saint-Nazaire ;  
M. BOURRELLY Clément, juge d'instruction au tribunal judiciaire de Paris ;  
Mme BOUSQUEL (OTTO) Sonia, conseillère à la cour d'appel de Douai ;  
M. BOUVIER-LACROIX Nicolas, juge de l'application des peines au tribunal judiciaire de Bobigny ;  
Mme BRUNET (SEGUIN) Marie, vice-procureure de la République près le tribunal judiciaire de Vienne ;  
Mme BRUNET Marie-Eve, vice-procureure de la République près le tribunal judiciaire de Pointe-à-Pitre ;  
Mme BUGUEL Elodie, substitue à l'administration centrale du ministère de la justice ;  
Mme BUTERI Karine, présidente assesseur à la cour administrative d'appel de Bordeaux ;  
Mme CAPRIN Stéphanie, vice-présidente chargée de l'instruction au tribunal judiciaire de Pontoise ;  
M. CAZALA Julien, professeur de droit public à la faculté de droit, science politique et sociale de l'université de Paris XIII Sorbonne Paris Cité ;  
Mme CHAMPAGNE Céline, juge au tribunal judiciaire de Nanterre ;  
M. CHAPUIS Malik, juge placé auprès du premier président de la cour d'appel de Paris ;  
Mme CHARBONNIER Lucile, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire d'Amiens ;  
M. CHARLIN Frédéric, maître de conférences en histoire du droit à la faculté de droit de l'université de Grenoble Alpes ;  
Mme CHARRE (CANTO) Claudine, vice-présidente chargée des fonctions de juge des enfants au tribunal judiciaire de Privas ;  
Mme CHEBROUT (BANCHARD) Milène, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Melun ;

Mme CHIROUSSOT Christelle, juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Paris ;

Mme CHOLLET Marine, substitue à l'administration centrale du ministère de la justice ;

Mme CLAUDE Solaine, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Melun ;

M. CLOCHET Clément, juge de l'application des peines au tribunal judiciaire de Bobigny ;

M. COLIN Frédéric, maître de conférences en droit public à la faculté de droit et science politique de l'université d'Aix-Marseille ;

Mme CORRET (de SANTIAGO Y IBANEZ) Myriam, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Mont-de-Marsan ;

M. COUSIN Clément, maître de conférences en droit privé et sciences criminelles à l'université catholique de Nantes Ouest ;

Mme COUVEZ (MUSELLI) Sophie, juge au tribunal judiciaire de Paris ;

Mme CROUZATIER (CROUZATIER-DURAND) Florence, maître de conférences en droit public à la faculté de droit et science politique de l'université de Toulouse 1 Capitole ;

M. DANO Romuald, juge de l'application des peines au tribunal judiciaire d'Alençon ;

M. DAUMAS Jean-Louis, inspecteur général à l'inspection générale de la justice ;

M. de GAILLANDE Hervé, vice-président chargé des fonctions de juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Rennes ;

M. de MONTGOLFIER Timothée, conseiller chargé du secrétariat général de la cour d'appel de Chambéry ;

M. DEFOURNEL Benoît, vice-procureur placé auprès du procureur général de la cour d'appel de Fort-de-France ;

Mme DELACOUR (UNG) Séverine, magistrate en position de service détaché auprès de la SNCF, conseillère justice auprès du secrétaire général de la SNCF ;

M. DELHAYE Benoît, juge au tribunal judiciaire d'Agen ;

M. DELSOL Clément, juge au tribunal judiciaire de Cayenne ;

M. DELZANGLES Hubert, professeur des universités, agrégé de droit public, à la faculté de droit et science politique de l'université de Bordeaux ;

M. DEUSCH Alain, juge du livre foncier au tribunal de proximité de Sélestat ;

Mme DOSIO Karine, vice-présidente placée au tribunal judiciaire d'Avesnes-sur-Helpe ;

M. DUCLERCQ Jean-Baptiste, maître de conférences à l'université de Versailles Paris-Saclay ;

M. DUCROCQ Romain, vice-président au tribunal judiciaire de Privas ;

Mme DUMAS Delphine, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Paris ;

Mme DURAN-GOTTSCHALK (DURAN) Karine, rapporteure à la cour administrative d'appel de Marseille ;

Mme EHOKE Lisa, juge de l'application des peines au tribunal judiciaire de Rouen ;

M. ELOUAFI Manar, premier conseiller au tribunal administratif de Bordeaux ;

Mme FABRE Emeline, juge au tribunal judiciaire de Dieppe ;

M. FIORINI Matthieu, juge d'instruction au tribunal judiciaire d'Angers ;

Mme FOUZAI Myriam, juge au tribunal judiciaire de Fort-de-France ;

Mme GABBAY (BAUX) Anne, vice-présidente au tribunal administratif de Lyon ;

Mme GALLIOT Véronique, juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Lille ;

Mme GAUTHERON Bérengère, vice-présidente au tribunal judiciaire de Fort-de-France ;

M. GETTLER Nicolas, juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire d'Agen ;

M. GIAMBIASI Paolo, substitut du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Paris ;

Mme GIBALDO Clélie, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire d'Amiens ;



Mme GINDENSPERGER Sophie, vice-présidente au tribunal judiciaire de Colmar ;  
Mme GIRARD (LE BIHAN) Christine, juge de l'application des peines au tribunal judiciaire de Melun ;  
Mme GODARD Marie-Lucie, juge au tribunal judiciaire de Nîmes ;  
Mme GOURVEST Marie-Charlotte, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Mont-de-Marsan ;  
Mme GUERNALEC Gaëlle, juge au tribunal judiciaire de Strasbourg ;  
Mme GUILLARD Albane, vice-présidente chargée de l'instruction au tribunal judiciaire de Rouen ;  
Mme GUILLMOT Margaux, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Paris ;  
M. GUILLOT Benjamin, juge d'instruction au tribunal judiciaire d'Amiens ;  
Mme HALLEY Carine, procureure de la République près le tribunal judiciaire des Sables-d'Olonne ;  
Mme HAMON Estelle, juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Saint-Nazaire ;  
M. HANNOUN Jérôme, vice-président chargé des fonctions de juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Laval ;  
Mme HAROU Marie, vice-présidente au tribunal judiciaire de Rouen ;  
M. HEINTZ Mathieu, rapporteur public au tribunal administratif de Grenoble ;  
Mme HENRIOT (MAUREL) Christelle, juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Montluçon ;  
Mme HERON (ROUGEAU) Catherine, vice-présidente au tribunal judiciaire de Rouen ;  
M. HIERNARD Paul, vice-président chargé des fonctions de juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire de Mamoudzou ;  
Mme HOUSSAYE (DIRASSE) Emmanuelle, vice-présidente chargée des fonctions de juge des enfants au tribunal judiciaire de Dieppe ;  
Mme HUBAU Julie, juge des enfants au tribunal judiciaire de Melun ;  
Mme HUGEL Lucile, juge d'instruction au tribunal judiciaire de Lyon ;  
M. HUTEN Nicolas, maître de conférences en droit public à l'université de Nantes ;  
Mme IBNOUHACHIM Fayrouze, juge d'instruction au tribunal judiciaire de Basse-Terre ;  
Mme JEAN-BAPTISTE Aurore, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Valenciennes ;  
M. JEANNIN-DAUBIGNEY Philippe, juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Troyes ;  
M. JOSUE Nicolas, conseiller à la cour d'appel de Grenoble ;  
M. JOULAIN Patrick, vice-président chargé des fonctions de juge de l'application des peines au tribunal judiciaire de Roanne ;  
M. JULIA Nicolas, vice-procureur de la République près le tribunal judiciaire de Valence ;  
Mme KARATAS Gussun, magistrate en position de service détaché auprès de l'école nationale des greffes, coordinatrice de formation ;  
Mme KERIHUEL Anne, vice-présidente au tribunal judiciaire de Strasbourg ;  
Mme KHALIL Julie, juge au tribunal judiciaire de Nanterre ;  
M. KUPERMAN Boris, premier conseiller à la Chambre régionale des comptes des Pays-de-la-Loire ;  
Mme LACOSTE (REYNES) Laurie, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Lyon ;  
M. LALLEMENT Adrien, juge d'instruction au tribunal judiciaire de Paris ;  
Mme LANDAIS Clémence, juge placée auprès du premier président de la cour d'appel d'Amiens ;  
M. LAURENT Adrien, maître de conférences en sciences de gestion à l'université de Paris-Dauphine ;

Mme LE GALL Diane, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Bobigny ;

Mme LE GOFF (TAVITIAN) Annaïck, conseillère à la cour d'appel d'Aix-en-Provence ;

M. LE GRAND Cédric, substitut à l'administration centrale du ministère de la justice ;

M. LE VAILLANT DE CHARNY Antoine, vice-président chargé des fonctions de juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire d'Angers ;

M. LECLERE (VUE) Kévin, juge au tribunal judiciaire de Châlons-en-Champagne ;

M. LEMAIRE Fabrice, maître de conférences en droit public à l'université de La Réunion ;

Mme LIAUD Claire, présidente du tribunal judiciaire de Saintes ;

M. LIONET Didier, premier vice-président au tribunal judiciaire de Béthune ;

Mme LOPA DUFRENOT (DUFRENOT) Micheline, première conseillère à la cour administrative d'appel de Marseille ;

Mme LOPEZ Carole, juge au tribunal judiciaire de Bergerac ;

M. MADER William, juriste en droit des affaires au cabinet Ladoux ;

M. MAKOUH Soliman, juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Tarascon ;

Mme MANCILLA Julie, juge des contentieux de la protection au tribunal de proximité de Villejuif ;

Mme MARCHAND Jennifer, maître de conférences en droit public à l'université de Clermont Auvergne ;

Mme MARECHAL (MARECHAL-HUET) Hélène, juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Bordeaux ;

Mme MARTIN (POTIER) Stéphanie, vice-présidente chargée des fonctions de juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Privas ;

Mme MATHIEN Eve, substitue à l'administration centrale du ministère de la justice ;

M. MAYOL Alexandre, maître de conférences en sciences économiques à l'université de Lorraine ;

M. MAZAUD Eric, avocat général près la cour d'appel de Bourges ;

Mme MAZZOLENI (GERMAIN) Sonia, conseillère à la cour d'appel de Rouen ;

M. MEILENDER Johann, juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire d'Epinal ;

M. MELLET Jean-François, conseiller à la cour d'appel de Rouen ;

M. MICOLET Yves, avocat général près la cour d'appel de Paris ;

Mme MILLER (CHARON) Céline, juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Lille ;

M. MIRANDA Davy, juge d'instruction au tribunal judiciaire d'Aurillac ;

M. MOLINAR-MIN Antoine, conseiller à la cour d'appel de Grenoble ;

M. MOSSER Guillaume, juge au tribunal judiciaire d'Angoulême ;

Mme MOUSTROU Julie, vice-présidente chargée des fonctions de juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire de Dax ;

Mme MOUTIER Lucile, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Valenciennes ;

M. MULLER Jean-Christophe, avocat général près la cour d'appel de Paris ;

M. NEFZI Jonas, substitut du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Fort-de-France ;

Mme OLIVIER Clémence, juge au tribunal judiciaire de Paris ;

Mme PANICI Mathilde, juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Créteil ;

M. PECCHIOLI Jean-Laurent, rapporteur public à la cour administrative d'appel de Marseille ;

Mme PENY (TRIFILIO) Christine, maître de conférences à la faculté de droit et science politique de l'université de Clermont Auvergne ;



Mme PEREZ (KIEFFER) Tatiana, rapporteure au tribunal administratif de Nice ;  
Mme PERREE (PETITEAU) Vanessa, inspectrice à l'inspection générale de la justice ;  
Mme PÉTRÉ Julie, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Paris ;  
Mme PICHON Marie-Line, vice-présidente placée auprès du premier président de la cour d'appel de Rennes ;  
Mme PIOLET (GUETTA) Patricia, vice-présidente au tribunal judiciaire de Paris ;  
Mme PIRAT Hélène, présidente de chambre à la cour d'appel de Grenoble ;  
Mme POULIOT Manon, juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Paris ;  
Mme POUPON (POUPON-JOYEUX) Célestine, juge placée auprès du premier président de la cour d'appel de Rouen ;  
Mme POUSIN Elise, juge au tribunal judiciaire d'Evreux ;  
Mme POZZO DI BORGO (FREITAS) Anne, vice-présidente chargée des fonctions de juge de l'application des peines au tribunal judiciaire de Reims ;  
Mme REGNIER (REGNIER-BIRSTER) Françoise, présidente de chambre au tribunal administratif de Paris ;  
M. REUL Matthieu, substitut à l'administration centrale du ministère de la justice ;  
Mme RIGAULT Anne, vice-présidente au tribunal judiciaire de Tarbes ;  
M. RINTAUD Simon, substitut placé auprès du procureur général de la cour d'appel d'Agen ;  
Mme ROBERT Sarah, juge des enfants au tribunal judiciaire d'Amiens ;  
Mme ROBERT (MARTIN) Bénédicte, première conseillère au tribunal administratif de Bordeaux ;  
Mme ROSE (CAMERA) Olivia, vice-présidente chargée des fonctions de juge des enfants au tribunal judiciaire de Grasse ;  
Mme ROTHHUT Clémence, vice-présidente chargée des fonctions de juge des enfants au tribunal judiciaire de Strasbourg ;  
Mme RUEFF (DEUSCH) Claire, vice-présidente chargée des fonctions de juge de l'application des peines au tribunal judiciaire de Mulhouse ;  
M. RUFF Nicolas, juge de l'application des peines au tribunal judiciaire de Saint-Pierre de la Réunion ;  
M. SALAFA Vincent, substitut du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Versailles ;  
Mme SALIBA Sylvie, juge d'instruction au tribunal judiciaire de Marseille ;  
Mme SAVART Géraldine, substitut à l'administration centrale du ministère de la justice ;  
Mme SCHNEIDER (STEVANOVIC) Emilie, vice-présidente au tribunal judiciaire de Mulhouse ;  
M. SEE Arnaud, professeur de droit public à l'université de Paris Nanterre ;  
M. SERRE Samuel, juge au tribunal judiciaire de Nîmes ;  
Mme SIMBILLE Marie, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Saint-Pierre de la Réunion ;  
Mme SIMOES Laureen, juge au tribunal judiciaire de Saint Quentin ;  
Mme SIMON Frédérique, présidente assesseur à la cour administrative d'appel de Marseille ;  
M. SLAMA Serge, professeur de droit public à l'université de Grenoble ;  
M. SOUPLET Julien, administrateur à l'Assemblée Nationale ;  
Mme STEYER Claire, juge de l'application des peines au tribunal judiciaire de Rouen ;  
M. STORTZ (BAUMERT-STORTZ) Julien, vice-président chargé des fonctions de juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Schiltighem ;  
Mme SUTRA Coralie, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Saint-Pierre de la Réunion ;  
Mme THIBAUD Charlotte, juge au tribunal judiciaire de Strasbourg ;  
Mme THOMAS Christelle, maître des requêtes en service extraordinaire au Conseil d'Etat ;

Mme TIREAU (ALEXANDRE) Anne-Cécile, vice-procureure de la République près le tribunal judiciaire de Rennes ;  
Mme TRIBOLO (FERRAND) Julie, maître de conférences en droit public à la faculté de droit et science politique de l'université de Côte d'Azur ;  
M. TROUSSEAU Alan, juge au tribunal judiciaire d'Amiens ;  
Mme VAILLANT Anne-Sybille, première conseillère au tribunal administratif de Grenoble ;  
Mme VALQUE Claire, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Montpellier ;  
Mme VARENNE Marion, rapporteure au tribunal administratif de Lille ;  
Mme VAYRETTE Pauline, substitue placée auprès du procureur général de la cour d'appel d'Agen ;  
Mme VIETTE Elsa, juge au tribunal judiciaire de Nanterre ;  
Mme VILLEMEJEANNE Pauline, conseillère au tribunal administratif de Nice ;  
Mme VILLETTE Anne, magistrate en position de service détaché auprès de la direction générale du travail du Ministère du travail ;  
Mme VOSGIEN (GAUCI) Sophie, rapporteure publique au tribunal administratif de Melun ;  
Mme ZAID (GRANDO) Nadia, vice-présidente placée auprès du premier président de la cour d'appel de Paris ;  
M. ZAMANSKY Luc, juge placé auprès du premier président de la cour d'appel de Versailles ;  
Mme ZUBER Émilie, juge de l'application des peines au tribunal judiciaire de Bobigny.

## Article 2

Le présent arrêté sera affiché et notifié au directeur de l'École Nationale de la Magistrature qui sera chargé de son exécution.

Fait à Paris, le **09 JUL. 2020**

Le garde des sceaux, ministre de la justice  
par délégation, le directeur des services judiciaires

